



**Centre d'Accompagnement des Acteurs
pour la Renaissance d'Haïti
(CAARHA)**

www.caarha.org

+509 31 48 96 93/37 18 72 71/37 41 67 69

+1438-406-3638 / +1203-524-1729

caarha0@gmail.com / yves.sainsine@yahoo.ca

Port-au-Prince, le 28 Juin 2025

Du : Centre d'accompagnement des acteurs pour la renaissance d'Haïti (CAARHA), Port-au-Prince, Haïti

AU : Secrétariat de la CARICOM, Turkeyen Georgetown, Guyana

Objet : Proposition pour la mise en place d'un Gouvernement de transition pour une nouvelle Haïti (GTNHA)

Mesdames/Messieurs les Responsables du Secrétariat de la CARICOM, le Centre d'accompagnement des acteurs pour la renaissance d'Haïti (CAARHA) vous salue et vous remercie pour votre participation au processus visant à résoudre la crise haïtienne. Il profite de l'occasion, dans cette lettre, pour faire le point avec vous sur celle-ci et vous expliquer certaines choses qui pourront nous aider dans la suite du processus et aider à sa réussite. Car, si la situation persiste encore à ce point, c'est parce qu'il y a un problème à la base qui mérite d'être résolu.

- Considérant la persistance de la situation catastrophique dans laquelle est plongé le pays depuis un certain temps et des efforts qui ont été consentis tant par les acteurs nationaux qu'internationaux dont la CARICOM, l'OEA et les pays amis d'Haïti dont le Canada, les États-Unis et la France en vue de l'aider à s'en sortir.
- Considérant l'échec du Conseil présidentiel de transition (CPT), son manque de compétence, son inefficacité, son dysfonctionnement, ainsi que les diverses formes de corruption dont il est l'objet depuis sa fondation.
- Considérant que les représentants des partis politiques et des autres secteurs l'ayant formé, une fois arrivés au pouvoir, se sont servis de leurs positions pour gaspiller les fonds publics et accumuler le plus d'argent possible pour pouvoir gagner haut les mains les prochaines élections en soudoyant les responsables du Conseil électoral, comme cela a souvent été le cas ces trois dernières décennies.
- Considérant que le CPT n'a jusque-là atteint aucun des principaux objectifs qu'il s'était fixés lors de son installation en Avril 2024 et pour lesquels on l'avait créé.
- Considérant que les membres du CPT, de concert avec ceux du Gouvernement, ont dilapidé le fonds du Service d'intelligence nationale (SIN) qui devrait servir à travailler et à requérir des informations précieuses sur le phénomène, en vue de juguler l'insécurité qui ravage le pays.
- Considérant l'inefficacité du CPT et du gouvernement, leur absence de légitimité et l'insatisfaction grandissante de la population de leur gestion.

- Considérant que les partis politiques ne peuvent pas être à la fois juges et parties, que leurs membres ne peuvent pas faire partie d'un gouvernement dont la mission principale sera d'organiser les élections, que la plupart des maux auxquels le pays fait face à l'heure actuelle (l'insécurité, le kidnapping, la corruption, l'impunité, etc.), seraient aussi l'œuvre des responsables de certains partis politiques qui ont été au pouvoir au cours des quatre dernières décennies.
- Considérant que la majorité des partis politiques et des secteurs vitaux du pays n'avaient pas participé aux rencontres organisées par la CARICOM qui avaient abouti à la naissance du CPT.
- Considérant que la diaspora, malgré les nombreuses compétences de ses membres, ainsi que la vitalité de ses organisations, a été stratégiquement et systématiquement exclue des décisions eu égard au pays par les autorités de 1986 à nos jours.
- Considérant qu'il est logique, démocratique, éthique et patriotique que tous les fils et filles du pays, qu'ils vivent en Haïti ou dans la diaspora, participent au débat en cours en vue de trouver une issue heureuse à la crise.
- Considérant qu'il serait bénéfique pour le pays que les experts haïtiens dont la plupart servent dignement certains pays étrangers en tant que professeurs d'université, chercheurs, hauts cadres, consultants, conseillers ou autres, s'impliquent aussi à la recherche des solutions aux nombreux problèmes auxquels il est confronté.
- Considérant l'urgence de construire une alternative crédible et valable en vue de juguler la crise multiforme à laquelle le pays fait face depuis un certain temps et d'œuvrer à l'émergence d'une Haïti neuve et prospère pour tous sans distinction aucune.
- Considérant qu'il y a urgence que le CPT et le gouvernement démissionnent pour éviter que la situation continue à se dégrader, et qu'une nouvelle équipe soit mise en place pour mener à bien la transition.
- Considérant qu'il est pertinent d'inclure la diaspora, à travers certaines de ses personnalités et de ses organisations.
- Considérant qu'il y a nécessité qu'on renverse ce système néocolonial qui domine le pays depuis l'indépendance.

Le Centre d'accompagnement des acteurs pour la renaissance d'Haïti (CAARHA) propose ce qui suit :

- a) La démission du CPT et du gouvernement qu'il a accouché pour éviter le pire.
- b) Le lancement immédiat des discussions entre tous les secteurs de la vie nationale en vue de trouver un président qui aura pour mission de former un Vrai Gouvernement de Transition, basé sur inclusion et le renforcement de l'État, qui aura pour mission de diriger le pays, créer un Conseil électoral provisoire, résoudre l'insécurité et organiser des élections crédibles, honnêtes et démocratiques.
- c) Le choix d'un citoyen compétent, honnête et sérieux, qui soit au-dessus de tout soupçon. Celui-ci doit avoir déjà produit, sous forme de livres ou d'articles scientifiques, des réflexions constructives et critiques sur les problèmes de l'État haïtien. Il doit bien connaître l'État et être conscient de ses besoins. Ses réflexions doivent s'inscrire dans une perspective anti-systémique. Il doit être prêt à faire passer l'intérêt du pays avant toute autre chose. Il aura la tâche de former le Gouvernement, conformément à sa lecture de la situation et de ses connaissances du pays.
Pour y arriver, chaque secteur enverra un représentant : le secteur syndical, le secteur religieux, le secteur économique, le secteur politique, le secteur académique, le secteur genre, le secteur juridique, le secteur médiatique, le secteur paysan et la diaspora. Les 10 secteurs analyseront les dossiers, sous l'œil de la CARICOM en tenant compte des quatre principaux critères suivants : la compétence, l'honnêteté, le sens d'engagement et l'absence de responsabilité, directe ou indirect, dans cette catastrophe dans laquelle le pays est plongé depuis un certain temps.
- d) La mise en place d'un gouvernement d'une seule tête (avec seulement 1 président). Ce modèle, en plus de permettre au pays de renouer avec les gouvernances d'avant 1991, l'aidera du même coup à éviter les tensions nées parfois de la présence d'un Premier-Ministre au sein des gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays de 1991 à nos jours. Autrement dit, ce mode de gouvernance a l'avantage de

prévenir les conflits et les blocages habituels et d'alléger les processus de prise de décision. Il permettra aussi de réduire les dépenses de l'État, accélérer les réformes nécessaires et mobiliser l'essentiel des ressources du pays vers la mise en œuvre des réponses solides aux vrais problèmes auxquels le pays est confronté.

e) La formation d'un gouvernement de transition composé d'experts et citoyens crédibles qui connaissent très bien les réalités sociales, économiques et politiques du pays, sans avoir une quelconque accointance avec les hommes et les femmes politiques qui ont malheureusement contribué à cette débâcle nationale à laquelle on assiste par leur participation aux gouvernements antérieurs ;

f) Réduire le nombre de ministères en enlevant ceux qui ne sont pas tellement concernés par la situation actuelle comme par exemple le Ministère de la communication, le ministère de la culture et le Ministère du tourisme, et en faisant des jumelages entre certains autres ;

g) Déterminer la durée exacte de la transition qui ne doit pas excéder 7 février 2027 ;

h) Donner au gouvernement un cahier de charge reposant sur les quatre principales tâches suivantes : (i) rétablir dans l'espace de 2 à 3 mois un climat de sécurité favorable à la reprise des activités dans tout le pays; (ii) créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral puisse être mis en branle au moins au cours de 2024; (iii) organiser des élections transparentes, honnêtes et démocratiques et enfin, (iv) jeter les bases d'un État de droit et d'une nouvelle société que le gouvernement issu des élections devra renforcer;

i) Créer une Commission de réconciliation nationale (CRN), qui aura pour mission de réconcilier les fils et filles du pays, ainsi que ses diverses couches, catégories ou classes sociales ;

j) Créer une Commission de démobilisation et de réinsertion sociale (CDRS) qui aura pour mission de désarmer les gangs, les réinsérer dans la société et prévenir la violence sous toutes ses formes.

Le Gouvernement de transition pour une nouvelle Haïti (GTNHA) aura pour attributions principales de :

1. Élaborer un programme de développement national dont la mission sera de résoudre définitivement l'ensemble des problèmes auxquels le pays est confronté et de faire en sorte que celui-ci puisse s'engager véritablement dans le voie du développement et du progrès partagé ;
2. Restaurer l'autorité de l'État en lui redonnant le monopole de la violence physique légitime pour qu'il puisse être en mesure de réprimer tous les actes et comportements antipatriotiques ;
3. Mener une répression rigoureuse et planifiée (en aval et en amont) du phénomène des gangs armés, avec le concours de la communauté internationale ;
4. Encadrer la Police Nationale d'Haïti (PNH) pour qu'elle puisse être capable de mener convenablement sa mission visant à assurer la sécurité des vies et des biens ;
5. Renforcer les Forces Armées d'Haïti (FAD'H) et normaliser les cadres légaux de l'institution, afin qu'elle puisse, conjointement avec la PNH, bien remplir sa mission ;
6. Jeter les bases d'une politique de justice sociale qui repose sur la prise en charge des quartiers populaires, de façon à réduire progressivement les tensions entre les couches populaires défavorisées et les élites du pays ;
7. Prendre en charge les personnes déplacées de l'intérieur (PDI) et assurer progressivement leur retour et leur réinsertion socioéconomique dans leurs communautés ;
8. Organiser, de concert avec les médias et les réseaux sociaux, une vaste campagne nationale d'éducation civique ;
9. Organiser un congrès national sur la problématique de l'application de la Constitution de 1987 ;
10. Inciter, sans démagogie aucune, la diaspora à venir investir et à participer (avec le savoir et le savoir-faire de ses ressortissants) à la reconstruction du pays.

11. Lutter contre la corruption sous toutes ses formes et renforcer les principales institutions de contrôle et de régulation dont : l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) et l'Unité Centrale des Renseignements Financiers (UCREF), la Commission nationale de lutte contre la drogue (CONALD), le Bureau des affaires financières et économiques (BAFE) et la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ);
12. Redynamiser la diplomatie par des stratégies visant le renforcement de la souveraineté nationale et la protection des ressortissants haïtiens partout à travers le monde ;
13. Créer des conditions propices à la reprise des activités économiques sur l'ensemble du territoire et mettre en place des stratégies pouvant combattre l'inflation et le chômage ;
14. Créer un environnement favorable, à travers tout le territoire national, au développement du loisir et au bon fonctionnement des activités académiques ;
15. Créer les conditions favorables à l'organisation des élections générales honnêtes, crédibles et démocratiques sur l'ensemble du territoire de la République ;
16. Former un Conseil Électoral Provisoire (CEP) crédible, conformément à la constitution de 1987.

Le Gouvernement de transition pour une nouvelle Haïti (GTNHA) aura aussi pour mission, premièrement, de renverser le système néocolonial qui domine le pays depuis l'indépendance et, deuxièmement, de jeter les bases d'une nouvelle société (y compris d'un nouvel État) qui, d'une part, renouera avec les grandes valeurs héritées du marronnage qui ont permis au pays d'obtenir l'indépendance et de la proclamer le 1^{er} Janvier 1804 dont : la liberté, l'égalité, la solidarité, la répartition des richesses, la justice sociale, le sens de la responsabilité, l'esprit critique, la conscience sociale et historique, le sens de l'engagement, le patriotisme et le nationalisme ouvert.

Cette nouvelle société pourra se construire à partir de certains principaux axes et apportera les réponses qu'il faut aux divers problèmes auxquels le pays est actuellement confronté. Celles-ci concernent particulièrement les domaines suivants : l'éducation, la santé, l'économie, l'agriculture, la justice, la sécurité, le genre et la réorganisation de l'État.

Concernant l'éducation, il faut réformer complètement le système. Né à partir du Concordat de Damien, le système éducatif jusqu'ici en vigueur repose fondamentalement sur le néocolonialisme. C'est la raison pour laquelle il est si sélectif. C'est un système qui nous divise, nous rend égocentriques et pousse chacun à se considérer comme meilleur aux autres. De plus, il ne nous aide pas à nous inscrire dans une vision collective, ni dans la poursuite de la volonté générale. Il pousse chacun à s'attacher à ses intérêts personnels au détriment de l'intérêt collectif. Il donne libre cours à chacun d'utiliser les moyens qu'il veut, et donner tous les coups bas (on se souvient du conte Bouqui et Malice, ou de Jean Sôt et Jean Lespri) en dehors de toute vertu, en vue de parvenir à ses fins. Il nous apprend à ruser ; mais c'est pour mieux dominer l'autre. Pour nous défaire de cette situation et jeter les bases d'un développement collectif, il nous faut questionner le système, ainsi que les institutions sur **quoi** il repose (l'école, la famille, la religion, etc.). Il faut encore aller plus loin. Il faut construire une autre école qui repose sur le retour aux valeurs et traditions ancestrales héritées du marronnage qui ont permis à nos ancêtres d'aboutir à l'indépendance et nous laisser une terre qui nous appartient en propre. Il nous faut une nouvelle école qui nous pousse à l'esprit et au sens critique, qui nous invite au dépassement de soi, qui croit dans la société et la communauté, qui croit à l'intelligence et aux compétences, qui ne réduit pas tout à l'argent, qui croit dans les valeurs spirituelles, qui voit la politique non comme un moyen de s'enrichir au détriment de tous, mais comme un moyen de parvenir à la satisfaction de la cause commune comme dirait Platon et à l'amélioration des conditions d'existence de notre peuple.

Le système sanitaire doit aussi être réformé. Ce n'est pas normal que nos frères et sœurs ne puissent pas trouver les soins nécessaires à leurs besoins, tandis qu'ils vivent dans leur pays et qu'ils sont des citoyens à part entière. C'est scandaleux qu'ils soient constamment terrassés par des maladies pour lesquelles les solutions ont déjà été trouvées ailleurs. Et ceci, depuis belle lurette. C'est insensé qu'il n'existe aucun système d'assurance de santé

gratuite pour tous dans le pays. Ainsi, ceux dont la situation économique ne permet pas de payer en cas de maladie meurent. Il faut nous revoir le système de santé. Il nous faut instaurer un système d'assurance médicale gratuite qui soit accessible à tous les Haïtiens, sans distinction aucune et peu importe leurs conditions socioéconomiques. Il nous faut rendre les soins de santé obligatoires. Il nous faut au moins un Centre hospitalier moderne, bien équipé et ayant les infrastructures appropriées dans chaque département. Il faut réarticuler la médecine préventive (ou l'hygiène) avec la médecine conventionnelle ou curative.

Le système économique doit aussi être réformé. L'économie en vigueur n'a pas grande chose à voir avec nos traditions. Elle ne s'inscrit pas dans une perspective sociale. C'est d'ailleurs pourquoi elle n'a donné jusque-là aucun résultat. Ainsi, il nous faut revenir vers nos traditions économiques qui reposent, dans le fond, sur l'économie sociale et solidaire (ÉSS). Conçu par nos ancêtres au cours de la période coloniale et esclavagiste, cette économie encastrée dans le social leur avait permis de répondre à leurs besoins quotidiens. Cela suppose une prise en charge solide par l'État des entreprises individuelles et collectives, ainsi que la création des structures collectives dont la coopérative, le microcrédit, le prêt sans intérêt ou à intérêt modique. Cela nous permettra aussi de bloquer la course folle à l'argent à laquelle on assiste depuis un certain temps dans le pays et de restaurer la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE).

Aujourd'hui, notre ventre est dans les mains des pays étrangers dont la République dominicaine (vous savez combien ce pays ne nous aime pas). La raison est que nous avons abandonné la production agricole et donc nous ne produisons pas suffisamment pour nourrir notre population. Le pays vit dans une insécurité alimentaire criante. Donc, le système agricole doit être réformé. Nous devons renforcer la production agricole. Pour ce, il faut encadrer les paysans et les cultivateurs en leur donnant les équipements et les outils nécessaires pour qu'ils puissent non seulement continuer à produire, mais surtout augmenter quotidiennement leurs productions. Il faut réorienter le Ministère de l'agriculture (MARNDR), ainsi que le Conseil national de la sécurité alimentaire (CNSA) pour qu'ils puissent être capables de remplir convenablement cette nouvelle mission.

Le système judiciaire ne fonctionne pas convenablement. La justice est aux abois : elle se vend au plus offrant. Les tribunaux ne fonctionnent plus à plein rendement. Les principales prisons sont écrasées ; et tous les prisonniers sont en cavale. La plupart sont des bandits. C'est l'un des facteurs qui explique la montée exponentielle de l'insécurité. Pour pouvoir renverser la situation, de profonds changements sont requis. Il faut restructurer le système. Cela passe par le rééquipement des tribunaux, la formation continue des juges et des autres cadres, la disposition des ressources matérielles indispensables, la révision des législations (les codes, les lois, les décrets, etc.). Il faut faire en sorte qu'il n'y ait pas deux poids deux mesures et que la justice puisse arriver aussi vers les classes sociales défavorisées. Pour l'instant, elle est l'affaire des riches ; mais cela ne doit pas continuer ainsi. Elle doit être l'affaire de tous (riches ou pauvres).

Comme on le sait, le plus gros problème auquel le pays est confronté ces temps-ci, c'est l'insécurité. Elle se manifeste sur différentes formes : le kidnapping, la violence, le viol, les assassinats, le vol à mains armées, le pillage des maisons et des infrastructures publiques, la spoliation des biens, etc. Il est urgent de résoudre le problème de l'insécurité. Il y a deux approches : l'approche curative ou directe et l'approche préventive ou indirecte. L'approche curative est technique. Elle utilise la violence physique institutionnelle et légitime. Elle est exécutée par les institutions armées, savoir, la Police et l'Armée. Elle répond à la violence des gangs par la violence institutionnelle. Elle est militaire. En revanche, l'approche préventive est sociale. Elle intervient en amont. Elle vise à intervenir dans les familles, les quartiers, les rues, les localités et les habitations pour résoudre les problèmes sociaux existants et, du coup, empêcher que les gens, en particulier les jeunes (filles et garçons) entrent dans les gangs. La plupart des jeunes sont des orphelins (de père, de mère ou des deux à la fois). D'autres ont leurs parents vivant en provinces. Se trouvant seuls et n'ayant pas de quoi manger, ni personne pour prendre soin d'eux, ils sont obligés de recourir aux services offerts par des gangs. D'autres ont encore leurs parents dans la capitale ; mais ce sont ceux-ci qui dépendent d'eux financièrement. Donc, ils se voient obligés de trouver de quoi à prendre son d'eux. Une telle démarche rendra le recrutement extrêmement compliqué par les gangs. Il leur sera alors difficile de trouver des jeunes pour envoyer dans des opérations. L'articulation des deux approches permettra de résoudre le problème en amont et en aval.

Commenté [M1]: l

Les femmes constituent le pilier de la société. Cependant, elles subissent diverses formes de violence dont la violence conjugale et le viol. Elles font face aussi à diverses formes de discrimination à cause de leur sexe. Elles sont victimes dans toutes les sphères de la société : l'école, l'église, le travail, la police, l'armée, etc. Il est vrai qu'il y a le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF). Mais l'institution est sous-valorisée, sous-équipée, sous-structurée et sous-rémunérée. Ainsi, elle ne peut pas remplir convenablement sa mission. Ainsi, il faut prendre les mesures qui s'imposent pour aider à l'amélioration de la situation. Ainsi, il faudra réformer le MCFDF, en l'équipant mieux, en le restructurant et en lui fournissant les ressources nécessaires. Comme cela, on le rendra apte à remplir la mission à laquelle il est appelé. L'équité de genre constitue aussi un autre aspect sur lequel devront se baser les programmes du Ministère.

La situation de l'État est catastrophique. Et elle va decrescendo. Désorganisé, il est incapable de remplir la mission à laquelle il a été appelé. Il repose sur le système néocolonial qui remonte à la période coloniale et esclavagiste. Ainsi, il faut le réformer. Il faut le rendre apte à faire son travail. Pour y arriver, il faut le réorganiser. Sa réorganisation repose sur trois concepts clefs : la justice sociale, la décentralisation et la gouvernance. La mise en place des programmes de justice sociale lui permettra, d'une part, de réparer les torts causés par les classes dominantes, avec la complicité des classes dirigeantes au pays et d'autre part, de prendre en charge les couches défavorisées, les classes les plus pauvres et les victimes du système. Ceci peut se refaire de deux manières : la mise en œuvre des programmes de lutte contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion et le lancement ou le renforcement des programmes de protection et de sécurité sociale. La justice sociale renvoie aussi aux droits sociaux et au respect des droits de l'homme, ainsi qu'à la lutte contre les inégalités sociales. Ceux-ci aideront à renforcer l'approche préventive dans nous avons parlé dans le point relatif à la sécurité. La décentralisation aidera à alléger l'État en drainant certaines tâches et responsabilités des autorités centrales vers les collectivités territoriales et autorités locales. En ce sens, il sera plus efficace. Certains problèmes, avant même d'arriver à l'État central, trouveront déjà leurs solutions au sein des collectivités territoriales, donc, aux niveaux inférieurs. Le pays n'est ni administré ni dirigé comme disait Me Monferrier Dorval. Le hic est que, pour les dirigeants, l'État est simplement un moyen de s'enrichir au détriment du peuple. Ils ne sont pas là pour la satisfaction commune comme dit Platon, ni pour l'amélioration des conditions d'existence du peuple. C'est la raison pour laquelle il n'y a autant de corruption dans la fonction publique. C'est aussi la raison pour laquelle il n'y a aucun résultat, et que le pays est dans cette situation exécrationnelle. Donc, il faut instaurer un nouveau mode de gouvernance. Ceci reposera sur la transparence et la lutte contre la corruption, le crime organisé et le trafic des stupéfiants.

Pour toutes ces raisons, le Centre d'accompagnement des acteurs pour la renaissance d'Haïti (CAARHA), en tant qu'organisation haïtienne sans but lucratif, entend faire valoir son droit le plus entier non seulement d'être invité à la table des négociations qui aura lieu très bientôt, mais surtout d'y participer en bonne et due forme. Il veut en ce sens non seulement faire valoir ses points de vue, mais surtout contribuer à la mise en place, cette fois-ci, d'un vrai gouvernement de transition qui aura mission de jeter les bases d'une nouvelle Haïti qui soit riche, prospère, inclusive et forte.

Formé des Haïtiens compétents, crédibles et honnêtes, des professeurs d'université qui enseignent dans des universités haïtiennes et étrangères, des professionnels et des experts qui gagnent dignement leur vie, des chercheurs, des auteurs et des écrivains qui ont écrit et publié des livres et des articles scientifiques sur les problèmes d'Haïti et leurs voies de solution, des gens qui aiment énormément le pays, vivant en Haïti ou dans la diaspora et qui n'ont jamais participé, à un titre ou à un autre, directement ou indirectement, à la descente aux enfers dans laquelle la classe dominante et la classe dirigeante ont jeté le pays, le Centre d'accompagnement des acteurs pour la renaissance d'Haïti (CAARHA) constitue l'une des structures la mieux placée pour aider à sortir le pays de cette situation qui dégénère de jour en jour. Il est convaincu que, par sa participation aux échanges, le pays pourra retrouver sa voie, celle que les pères fondateurs de notre chère nation avaient tracée.

Nous vous saurions gré, Mesdames/Messieurs les membres du Secrétariat de la CARICOM, de prendre en compte notre demande, et de bien vouloir nous inviter officiellement à participer aux diverses rencontres qui auront lieu sur la crise haïtienne.

Espérant que notre démarche retiendra toute votre attention et que suite favorable sera accordée à notre requête, nous prions de recevoir, Mesdames/Messieurs les membres du Secrétariat de la CARICOM, nos salutations distinguées.

Vive Haïti !!!!!

Ont signé :

Dr Yves Sainsiné dit Saint-Cyr, Sociologue, théologien, expert en développement

Président et Porte-parole principal

caarha0@gmail.com

yves.sainsine@yahoo.ca

tel : (509) 31 48 96 93

Tel : 438-406-3638

Alphonse Médéus, Économiste, politologue

Directeur exécutif et Porte-parole adjoint

Wolfkens Joachim, Agronome, expert en développement

Directeur de projet et Porte-parole adjoint

Me Jimmy Médecat, Expert en droit et en développement

Conseiller juridique et Porte-parole adjoint

